

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2005,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 10 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 tot bepaling van het veranderlijk gedeelte van de toelagen voor de kosten voor de tenlasteneming van jongeren wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bedragen zoals bepaald in de bijlage bij dit besluit worden vermeerderd met 2 % bij iedere nieuwe indexering na 1 januari 2007. De datums voor de indexeringen worden bepaald met toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. »

Art. 2. De bijlage bij hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

1. Dagtoelage aan de diensten die zorgen voor de begeleiding van de maatregelen inzake plaatsing :

1.1. om gewone kosten voor onderhoud en opvoeding :

7,99 EUR per jongere van minder dan 6 jaar;

8,57 EUR per jongere tussen 6 en 12 jaar;

10,26 EUR per jongere van 12 jaar en meer.

1.2. om kosten voor zakgeld :

0,16 EUR per jongere van minder dan 6 jaar;

0,31 EUR per jongere tussen 6 en 12 jaar;

0,61 EUR per jongere van 12 tot 14 jaar;

0,92 EUR per jongere van 14 tot 16 jaar;

1,20 EUR per jongere vanaf 16 jaar.

2. dagtoelage voor particulieren :

12,87 EUR per jongere van minder dan 6 jaar;

13,47 EUR per jongere tussen 6 en 12 jaar;

14,77 EUR per jongere van 12 jaar en meer.

3. Toelagen om speciale kosten :

3.1. De tegemoetkoming voor kosten voor paramedische, psychotherapeutische behandelingen en deze die niet bepaald zijn door de nomenclatuur van de gezondheidszorg is beperkt tot :

22,76 EUR per raadpleging psychotherapie;

15,17 EUR per raadpleging psychomotoriek;

12,64 EUR per raadpleging van een pedicure of een podoloog.

3.2. De geldelijke tegemoetkoming voor de aankoop van brillmonturen is beperkt tot 101,14 EUR.

3.3. Het maandelijks bedrag van de huurprijs voor een autonoom logement is vastgesteld op 252,96 EUR, lasten inbegrepen. »

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Brussel, 22 december 2005.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 1371

[2006/200970]

10 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public

Le Gouvernement,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Considérant que la Déclaration de Politique Communautaire du Gouvernement de la Communauté française (DPC) prévoit de créer un Comité interministériel de suivi des financements alternatifs et de la situation financière des OIP;

Considérant par ailleurs, qu'il est précisé dans la DPC que ce Comité se fera assister par une cellule d'appui;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 avril 2005 et le 6 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 février 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 9 février 2006;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à la mise à disposition de personnel;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des OIP, ci-après dénommée Cellule d'informations financières (CIF).

La Cellule est placée sous l'autorité du Ministre du Budget.

Art. 2. La Cellule a pour mission principale d'assister le Comité interministériel dans sa mission de suivi.

Elle est chargée notamment de collecter, d'organiser et d'analyser les informations financières nécessaires à la confection de tableaux de bord définis par le Comité.

Dans ce cadre, elle conseille le Comité dans la définition des indicateurs de suivi.

Elle assure en outre le secrétariat du Comité.

Le Gouvernement décidera de la date de la fin de la mission par arrêté.

Art. 3. La Cellule établit tous les trois mois un rapport d'activités au Ministre du Budget décrivant de manière synthétique des travaux de la Cellule.

Art. 4. § 1^{er} La Cellule est dirigée par l'expert-dirigeant de la CIF de la Région wallonne.

§ 2. Outre le dirigeant de la Cellule visé au § 1^{er}, la Cellule est composée d'un analyste financier (de niveau 1).

§ 3. La personne visée au § 2 du présent article est désignée par le Gouvernement, sur proposition du Ministre du Budget suite à un appel public à candidatures.

Art. 5. Le traitement de cette personne désignée par le Gouvernement de la Communauté française est à charge du budget de la Communauté française.

Art. 6. § 1^{er}. Si cette personne ne fait pas partie du personnel des Services de la Communauté française, ou plus généralement de tout service public, il lui est alloué une allocation tenant lieu de traitement fixée dans l'échelle 120/1.

§ 2. Le membre du personnel visé au présent article bénéficie des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle son allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire proméritée pouvant lui être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des Services du Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 4, § 2, a déjà la qualité d'agent des services de la Communauté française, il est mis en congé de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services de la Communauté française reste à charge de ceux-ci.

Les membres du personnel contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 8.

Art. 8. § 1^{er}. La personne visée à l'article 4, § 2, bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de Cabinet des conseillers prévue par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement.

§ 2. La situation pécuniaire du personnel de la Cellule qui, sans faire partie des services de la Communauté française, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue au présent article. Lorsque l'employeur réclame le traitement, la Communauté française rembourse au service d'origine la rétribution de ce membre du personnel de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue au présent article qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables.

Art. 9. La personne visée à l'article 4, § 2, bénéficie des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 10. Les dispositions prévues à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 2005 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements tant du domicile au lieu de travail que pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun ou d'un véhicule à moteur personnel, sont applicables mutatis mutandis au personnel de la CIF.

Art. 11. Les indemnités et allocations visées aux articles 6, 8, 9 et 10 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 12. Les indemnités et allocations prévues aux articles 6, 8, 9, 10 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 13. § 1^{er}. Le Ministre du Budget peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ à la personne qui a occupé une fonction dans la Cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficie d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. 1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2. 2. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du § 1^{er}, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions au sein de la cellule dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au sein de la cellule, d'un mandat de Bourgmestre, d'Échevin ou de Président de Centre public d'Action sociale ou qui, soit sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité. L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2.1 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein de la cellule et, de toute manière, des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation tenant lieu de traitement, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée du supplément d'allocation visé à l'article 6 et, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de ladite allocation.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 14. Délégation est accordée au Directeur de Cabinet du Ministre du Budget, pour engager et approuver toute dépense imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2, du présent arrêté.

Art. 15. Délégation est accordée au dirigeant de la Cellule visé à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur une ou plusieurs allocation(s) de base spécifique(s) à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 16. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, § 2.

§ 2. Délégation est accordée au Conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou de son délégué visé à l'article 14 imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, § 2.

Art. 17. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 18. Le Ministre du Budget prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de la Cellule de locaux, de bureaux et de mobilier nécessaires au bon fonctionnement de la cellule.

Art. 19. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant de la Cellule propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 18.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN,

Le Ministre de la Fonction publique,
Cl. EERDEKENS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 1371

[2006/200970]

10 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de instellingen van openbaar nut

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de Verklaring van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het gemeenschapsbeleid bepaalt dat een interministerieel comité voor het opvolgen van de alternatieve financieringen en de financiële toestand van de instellingen van openbaar nut zal worden opgericht;

Overwegende overigens dat de Verklaring bepaalt dat dit Comité zich zal laten bijstaan door een steuncel;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 april 2005 en 6 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 februari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 februari 2006;

Overwegende dat er een reglementaire basis dient te worden bepaald met het oog op de terbeschikkingstelling van personeel;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een cel voor het opvolgen van de alternatieve financieringen en de financiële staten van de instellingen van openbaar nut, hierna Cel voor financiële informatie genoemd, ingesteld.

De Cel staat onder het gezag van de Minister van Begroting.

Art. 2. De Cel heeft als belangrijkste opdracht bijstand te verlenen aan het Interministerieel Comité bij zijn opvolgingsopdracht.

Ze wordt inzonderheid belast met het verzamelen, organiseren en analyseren van de financiële informatie die noodzakelijk is voor het maken van evaluatie-instrumenten.

In dat kader adviseert ze het Comité bij het bepalen van de opvolgingsindicatoren.

Ze neemt bovendien het secretariaat van het Comité waar.

De Regering beslist over de datum van het einde van de opdracht bij besluit.

Art. 3. De Cel stelt om de drie maanden een activiteitenverslag voor de Minister van Begroting op waarin een overzicht van de werkzaamheden van de Cel staat.

Art. 4. § 1. De Cel staat onder leiding van de deskundige - hoofd van de Cel voor Financiële Informatie van het Waalse Gewest.

§ 2. Naast het hoofd van de Cel bedoeld in § 1, heeft de Cel ook een financieel analist (van niveau 1).

§ 3. De persoon bedoeld in § 2 van dit artikel wordt door de Regering aangesteld, op de voordracht van de Minister van Begroting, na een oproep tot kandidaten.

Art. 5. De wedde van die persoon die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt aangewezen, wordt op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken.

Art. 6. . § 1. Als die persoon niet tot het personeel van de Diensten van de Franse Gemeenschap, of, meer in het algemeen, van elke overheidsdienst, behoort, wordt hem een als wedde geldende toelage toegekend, vastgesteld in de schaal 120/1.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in dit artikel ontvangt de tussenwedden die overeenstemmen met trappen in verband met de geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin zijn als wedde geldende toelage werd vastgesteld. De geldelijke anciënniteit die hem kan worden toegekend, wordt berekend volgens dezelfde regels als deze die vastgesteld zijn voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 7. § 1. Als het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, reeds de hoedanigheid van ambtenaar van de Diensten van de Franse Gemeenschap bezit, krijgt het een verlof voor de periode van zijn aanstelling.

§ 2. De bezoldiging van de ambtenaren en contractuele personeelsleden die uit de Diensten van de Franse Gemeenschap gedetacheerd zijn, blijven ten laste van deze.

De contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering behouden, net zoals de statutaire personeelsleden, hun bezoldiging, verhoogd met de toelage bedoeld in artikel 8.

Art. 8. § 1. De personen bedoeld in artikel 4, § 2, ontvangen een jaarlijkse toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage van de adviseurs bepaald in artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De geldelijke toestand van het personeel van de Cel dat niet behoort tot de Diensten van de Franse Gemeenschap maar wel behoort tot een Ministerie, een dienst van de Staat, een andere dienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, of tot een inrichting van het gesubsidieerd onderwijs, wordt geregeld als volgt :

1° wanneer de werkgever machtiging verleent tot de voortzetting van de uitbetaling van de wedde, ontvangt de betrokkene de jaartoelage bepaald in dit artikel. Wanneer de werkgever de wedde terugvordert, dan betaalt de Franse Gemeenschap de oorspronkelijke dienst de bezoldiging van dat personeelslid van de Cel, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die worden berekend overeenkomstig de bepalingen die op dat personeelslid van toepassing zijn in zijn dienst van herkomst, vermeerderd, in voorkomend geval, met de werkgeverslasten;

2° wanneer de werkgever de uitbetaling van de wedde schorst, ontvangt de betrokkene een als wedde geldende jaartoelage, vermeerderd met de jaartoelage bepaald bij dit artikel, die echter noch hoger noch lager mag zijn dan de bezoldiging vermeerderd met de aanvullende wedde, premies en vergoedingen van alle aard, en met de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de onder 1° vermelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 9. De persoon bedoeld in artikel 4, § 2, ontvangt de kinderbijslag, de geboortetoelage, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden bepaald voor het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 10. De bepalingen bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 2005 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap in verband met de verblijfs- en reiskosten, voortvloeiend uit de reizen zowel van de woonplaats naar het werk en van het werk naar de woonplaats als voor de behoeften van de dienst en uit het gebruik van de algemene vervoermiddelen of van een persoonlijk voertuig, zijn van overeenkomstige toepassing op het personeel van de Cel voor financiële informatie.

Art. 11. De in de artikelen 6, 8, 9 en 10 bedoelde vergoedingen en toelagen worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De maandtoelage is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Wanneer de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt ze in dertigsten uitbetaald, overeenkomstig de regel bepaald in het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 12. De in de artikelen 6, 8, 9, 10 bedoelde vergoedingen en toelagen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld: daartoe worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 13. § 1. De Minister van Begroting kan onder de hierna vermelde voorwaarden een vaste vertrektoelage toekennen aan de persoon die een ambt heeft bekleed in de Cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen beroeps- of vervangingsinkomen of geen rustpensioen geniet. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, worden niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. 1. Die vaste toelage wordt toegekend in verhouding tot :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

2. De primaire ordonnateur of diens afgevaardigde wordt ertoe gehouden zonder verwijl de Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten alle gegevens over te zenden die noodzakelijk zijn voor de berekening van de vaste vertrektoelage voor elke gerechtigde.

§ 3. De vertrektoelage wordt door middel van maandbedragen toegekend. Onverminderd § 1, is de voorwaarde voor de toekenning de indiening, elke maand, door de betrokkene, van een verklaring op erewoord, waaruit blijkt dat hij, voor de betrokken periode, geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de voorwaarden bedoeld in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1, kan de Minister een vaste vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt binnen de Cel hebben uitgeoefend waarvan het enige inkomen voortvloeit uit de bezoldiging in verband met de uitoefening, sedert ten minste drie maanden vóór het einde van de ambtsuitoefening binnen de Cel, van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of die, ofwel uitsluitend één of meer deelambten uitoefenen in de privé-sector of in een dienst die ressorteert onder een wetgevende macht, in een overheidsdienst of in een gesubsidieerde onderwijsinstelling of die titularis zijn van één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist betreffende één of meer onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkeringen ontvangen of wettelijke vergoedingen voor ziekte-invaliditeit of voor moederschap. De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2.1 en wordt, na weging, verminderd met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige ambten in de openbare of privé-sector of als pensioen naargelang het bedrag van de vaste vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie binnen de Cel en, in ieder geval, met de inkomsten voortvloeiend uit een werkloosheidsuitkering of wettelijke vergoedingen voor ziekte-invaliditeit of moederschap.

§ 5. Het bruto maandbedrag van de vaste vertrektoelage is het geïndexeerde bruto maandbedrag van de als wedde geldende toelage, met inbegrip van het bedrag van de verhoging die ze eventueel zou hebben genoten, vermeerderd met de bijkomende toelage bedoeld in artikel 6 en, in voorkomend geval, met de haard- of standplaatstoelage, betreffende de laatste maand van de activiteit die de betrokkene persoon gedurende ten minste drie maanden heeft uitgeoefend, gewogen op grond van de regeling van de prestaties van de begunstigde die in aanmerking komen voor de berekening van die toelage.

§ 6. Geen vertrektoelage is verschuldigd aan personen die zelf beslissen de uitoefening van hun ambt stop te zetten.

Art. 14. Delegatie wordt verleend aan de Kabinetsdirecteur van de Minister van Begroting, om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aan te rekenen is op een specifieke basisallocatie die moet worden gecreëerd binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit.

Art. 15. Delegatie wordt verleend aan het hoofd van de Cel bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit, tot een bedrag van 5.000 euro, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aan te rekenen is op één of meer specifieke basisallocaties die te creëren zijn binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. § 1. De Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten wordt belast met de administratieve bijstandverlening inzake personeel aan de Cel en met het beheer van de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.

§ 2. Delegatie wordt verleend aan de adviseur, verantwoordelijk voor de Vaste Bijstandsdienst inzake administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten, om elke uitgave te ordonnanceren die werd vastgelegd door de primaire ordonnateur of diens afgevaardigde bedoeld in artikel 14, die aan te rekenen is op een specifieke basisallocatie die te creëren is binnen een organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap betreffende de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.

Art. 17. De voormelde bepalingen hebben niet tot gevolg dat de primaire ordonnateur zijn bevoegdheid om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, zal verliezen.

Art. 18. De Minister van Begroting neemt de maatregelen die nuttig zijn om lokalen, bureaus en meubilair die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de Cel ter beschikking van deze te stellen.

Art. 19. Met inachtneming van de bepalingen die de overheidsopdrachten regelen, stelt het hoofd van de Cel de overeenkomsten voor diensten voor, inzonderheid met het oog op de medewerking van adviesbureaus om zich bij de uitoefening van zijn opdracht te laten bijstaan. Het bereidt in voorkomend geval de aankoopvoorstellen voor die noodzakelijk zouden zijn ter aanvulling van de materiële middelen bedoeld in artikel 18.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 februari 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Begroting en Financiën,

M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken,

Cl. EERDEKENS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 1372

[2006/201098]

17 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel qu'il a été modifié;